



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS
Finances Publiques
Du Var



La DDFIP 83 au régime Macron/Darmanin, cela donnerait quoi ?



En partant de la lettre de mission de DARMANIN sur la géographie revisitée (ou DDP, Déconcentration De Proximité) et les informations qui ont filtré dans certains départements, essayons d'y voir plus clair sur notre avenir.

Au niveau national, la DGFIP doit signer un contrat d'objectifs et de moyens sur 3 ans avec la direction du budget (fin mars/début avril).

Ce contrat finaliserait les suppressions d'emplois sur la période 2020/2022.

De 18.000 à 25.000 suppressions d'emplois sont prévues soit de 17,5% à 24,5% du volume de l'effectif total de la DGFIP et elles ne seront pas toutes compensées par les 16.000 départs en retraite projetés sur la même période.

Il resterait donc en 2022 entre **2 000** et **5 000** agents **sans résidence et sans chaise**.

Cela pourrait constituer le volant de transferts d'emplois vers d'autres secteurs (collectivités territoriales, hôpital ou secteur privé).

Pour assurer ce niveau de suppression, 2 outils :

- le projet de Loi DUSSOPT sur la transformation de la fonction publique
- la géographie revisitée de la DGFIP.

D'après la fourchette de pourcentage nationale évoquée supra ou encore les éléments donnés dans certains départements comme la Vendée, la projection de suppressions d'emplois pour le Var serait comprise entre 245 à 340 sur une période de 3 ans soit une moyenne de **80 à 110 suppressions par an**.

Monsieur ROTHE, lors de la rencontre du 15 février, indiquait qu'il resterait 7 où **6 pôles** en terme d'implantations !!!!

Les DDFIP doivent créer des services de **Front office** et de **Back office**.

Cette affaire est déjà bien engagée dans le Var avec la mise en place à marche forcée des RCT dans les SIP, l'accueil sur RDV et tout dernièrement la visio-réception



MISSIONS
RESEAU
EMPLOIS

**FINANCES PUBLIQUES
DEMANTELEES**



SUPPRESSIONS DE POSTES SERVICE PUBLIC LOW COST

pour répondre à l'objectif de proposer une nouvelle offre de service.

Les « points de contacts » seraient augmentés (mairie, fiscobus, maison de service au public).

PROBLÈME:

qui va assurer cette nouvelle offre ?

Ce concept de Front office/back office devrait être généralisé à d'autres services, ce qui donnerait des services qui ne recevraient plus du tout de public !

Il y aurait donc des **SIP, SIE de pure gestion**. Combien ? 3 ou 4 ? Où ? Cela dépendra des choix politiques qui n'ont rien à voir avec nos implantations actuelles car la lettre de mission est claire, il faut « **bâtir un nouveau réseau** » et « **sortir les emplois des chefs lieux les plus importants** ».

Ciblés également, les **SPF** qui doivent fusionner et être localisés dans des « **zones défavorisées** ». Cible : 1 seul SPF ? Quid des CDIF ?

Pour le SPL, tout est détaillé : organisation en Back office en nombre limité (entre 5 et 7 trésoreries), Agences comptables avec **affectation d'office** des agents dans les collectivités territoriales concernées, SFACT, regroupement de l'hospitalier...

C'est la mort annoncée du SPL tel que nous le connaissons.

Si on cumule les suppressions de postes, le retour de la DGFIP dans des zones défavorisées, la fermeture des accueils existants dans les trésoreries et les SIP, tout cela relève d'un grand **tour de passe-passe !!**

Les usagers, les élus et les agents sont **les dindons de la farce** puisque Darmanin et les DDFiP vont devoir RENDRE ACCEPTABLE L'INACCEPTABLE. C'est écrit : « **la nouvelle géographie contribuerait à l'acceptabilité corrélative d'un resserrement du réseau de la DGFIP** ».

Les objectifs recherchés : économie au budget de l'état, mobilité forcée et polyvalence accrues des agents par des changements possibles de poste, de résidence, d'administration, de statut par détachements d'office durant une période pré-définie allant jusqu'à 3 ans.

**Il est urgent d'agir
en s'inscrivant dans
les actions du mois de mars
pour le retrait
du plan DARMANIN !!!**

